

ÉDUCATION. De nombreux professeurs en grève hier à Cherbourg contre la réforme

Dans les lycées pros, une mobilisation bien suivie

HIER MATIN, 8 h 30 devant l'entrée principale du lycée Tocqueville à Cherbourg. Une trentaine de professeurs sont réunis, tandis que quelques élèves vont et viennent. Contre le projet de réforme des lycées professionnels, le taux de grévistes dans cet établissement est estimé à « 85 % », selon Sandrine Godard, prof de lettres et histoire. Deux autres lycées professionnels, Sauxmarais à Tourlaville et Doucet à Equeurdreville, sont également mobilisés.

Les temps de stage font débat

« C'est un blocage symbolique qui montre notre refus d'entrer dans nos classes ce jeudi, pour protester contre ce projet. On avait annoncé ce mouvement aux élèves, en leur expliquant les enjeux, c'est pourquoi certains ne sont pas venus », poursuit Sandrine Godard. L'appel des organisations syndicales était national. D'ailleurs, des Cherbourgeois devaient se rendre à Caen à 14 heures pour rejoindre la mobilisation normande devant le rectorat puis le conseil régional, qui a en charge les lycées.

Le 13 septembre aux Sables d'Olonne, trois mesures phares avaient été dévoilées par Emmanuel Macron : l'augmentation des temps de stage d'au moins 50 % dès septembre 2023, la rémunération de ces stages, et l'embauche de plus de professeurs associés issus du milieu professionnel. Selon Bertrand Hulin, représentant syndical et enseignant à Tocqueville : « Sur une classe d'âge, ce sont 30 % des enfants qui choisissent la voie professionnelle et qui seront ainsi sacrifiés. Le projet prévoit des heures d'enseignement au lycée en moins, au profit de l'entreprise. Le diplôme aujourd'hui appelé Bac pro, et qui permet de poursuivre avec un BTS notamment, deviendra alors une certification. Elle ne sera plus nationale comme peut l'être un diplôme. Ce sera très problématique au moment de changer d'entreprise. On leur ferme clairement des portes. »

Les organisations professionnelles demandent au ministre Pap Ndiaye d'organiser des groupes de travail avec les syndicats des lycées pour établir « un diagnostic sérieux sur l'ensemble des difficultés des élèves et des personnels ». Pour les enseignants, l'am-

pleur de la mobilisation prouve qu'il y a beaucoup d'inquiétudes « car c'est comme un plan social qui arrive sur les lycées pros : on va être moins nombreux à enseigner et des filières risquent de disparaître, s'indigne Olivier Ruet, également enseignant en lettres et histoire. Comment cette réforme pourra-t-elle être mise en place alors que plein de chouettes petites entreprises, où nos élèves font des stages, n'auront pas les moyens, les capacités, le temps d'assurer toute la formation des élèves ? ».

« Trouver la formation de son choix »

Toujours selon les professeurs, le lycée professionnel est déconsidéré, au profit des nouveaux centres de formation et autres structures qui délivrent « des certifications valables uniquement pour une entreprise ou un type d'activité, et non pas pour un métier dans sa globalité, et qui ne seront pas valables en dehors des frontières de la Manche ».

Pour les syndicats, « la carte des formations doit évoluer dans l'intérêt général du pays au prisme de grands enjeux écologiques, de la nécessaire réindustrialisation, du numérique... Elle ne saurait se restreindre à la seule mise en adéquation avec les besoins économiques immédiats et locaux des entreprises. Chaque jeune, quel que soit le lieu géographique de son lycée professionnel, doit pouvoir trouver la formation de son choix ».

N. L.



Une partie des enseignants mobilisés hier devant l'entrée du lycée Tocqueville.